L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. | NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 13 OCTOBRE 1868. | Entre les rues Bienville et Conti.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES - ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLÉANS
MARDI MATIN, 13 OCTOBRE.

Candidatures de la Démocratie Nationale.

POUR PRESIDENT :

HORATIO SEYMOUR,
DE NEW-YORK.

POUR VICE-PRESIDENT :

FRANK P. BLAIR,
DU MISSOURI.

TICKET ELECTORAL.

Electeurs pour tout l'Etat :
GEORGE W. RACE, d'Orléans.
W. F. BLACKMAN, de Claiborne.

Remplaçants :
DURANT DAPONTE, d'Orléans.
S. J. ELLIS, de Ste-Hélène.

Electeurs :

Premier District—	A. SAMBOLA, d'Orléans.
Deuxième "	M. S. BRADY, d'Orléans.
Troisième "	DR. C. WARD, d'Iberville.
Quatrième "	S. J. POWELL, de Comté Feliciana.
Cinquième "	F. M. GOODRICH, de Carroll.

Remplaçants :

Premier District—	W. S. THOMPSON, de Ste-Hélène.
Deuxième "	J. H. KENNARD, d'Orléans.
Troisième "	H. H. WALSH, d'Est Baton-Rouge.
Quatrième "	E. N. CULLUM, des Avoyelles.
Cinquième "	J. H. BRIGHAM, de Winnfield.

Pour le Congrès :

Premier District—	LOUIS ST-MARTIN, d'Orléans
Deuxième "	C. S. HUNT, d'Orléans.
Troisième "	ADOLPH BAILEY, de St-Landry.
Quatrième "	MICHAEL RYAN, des Rapides.
Cinquième "	G. W. McCRANIE, de Concordia.

VENTES AL'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails et l'heure, voir aux annonces.

Par le Shérif, à la Bourse des Négociants et des Encaissements, à midi.—Une portion de terre située sur le côté de la Métairie, en partie dans la paroisse de Jefferson, avec toutes les améliorations qui s'y trouvent.

Par J. A. Blanchard, constable, à midi, au Passage de la Bourse No 23.—Un cheval noir.

Par Rossi Gutierrez, à 11 heures de matin et les jours suivants—Epicerie pour demeure, au magasin de Mme Sophie Seeuws, No 180 rue du Canal,—chapeaux, bredes, etc. en ait de la soliette, dentelles, &c.

Par Vincent & Co, à 10 heures, au coin des rues Canal et Carondelet—Sept à huit cents de marchandises sèches restées chez et de rebut, extraites de faillite &c. de MM. Fuss & Co. Et à la suite d'icelle, rue de Chartres, grande vente de marchandises sèches étrangères et américaines, 4 et 5 lots de marchandises de choix et de valeur.

Par E. Roger & Co, à leur salle d'encan, rue Vieille Levée—200 lots de marchandises sèches et une foutre d'articles de fantaisie.

Par H. Scott, à 10 heures—tout le stock d'articles importés directement d'Europe, au magasin No 190 de la rue du Chant, entre les rues Bourgogne et Rempart—tels que jouets, instrumente de musique, broderie, bijouterie anglaise de fantaisie &c.

Par O. Valeton & Co, à 11 heures—bottes, souliers et marchandises de fantaisie. Etau No 38, rue Jatte, entre Commerce et Nouvelle Levée, une distillerie complete, cuves, fourneaux, étuve et une pompe.

Par Montgomery, Brun & Co, à leur salle d'encan, rue du Camp—Un assortiment général de, meubles et d'ustensiles de cuisine. Et aussi depriee de F. Ulmer, rue Dauphine, magnifiques chevaux appareillés et de monture, mulets, voiture latérière, buggies, &c.

Par Hoffman, Marks & Co, à No 36 de la rue de Chartres—600 caisses bottes, souliers et bas bogains.

Par Hale, Bisbon & Co, au No 21 de la rue de Chartres—marchandises sèches.

Par D. E. Murphy, au No 67 de la rue des Magasins—vente de Maille, boulle, &c.

☞ **Asbeton vos conditions et choisissez chez M. Ernest Turpin, 93 Vieille-Levée.**

ATTENTION!

Propriété confisquée de valeur à Pecaut par le Shérif.

Nous appelons l'attention du public sur la vente à l'encan qui aura lieu aujourd'hui, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encaissements, par le shérif Pecaut, d'une portion de terre avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, située sur le côté ouest de la Métairie, au portée dans la paroisse d'Orléans et en face du chemin de fer—pour priver la vente sans innocence.

Voir aux annonces.

Linge frais—L'attention des acheteurs est appelée sur la vente qui devient faire ce matin à 10 heures, par MM. Vincent & C. rue de Chartres No 16, d'un grand stock de linge fait d'importation directe.

Marchandises sèches — MM. Vincent & Co, vendront ce matin, au magasin de MM. Hoss & Co, au coin des rues Canal et Baronne, le stock et le matériel tout restera du établissement, composant un assortiment bien choisi de marchandises sèches et d'articles de fantaisie. Les conditions seront réservé et les conditions seront annoncée au moment de la crise. Ces conditions seront libérales.

Grande vente de chaussures—Aujourd'hui, vendredi, 13 du courant, à 10 heures du matin, rue de Chartres No 39, MM. Hoffman, Marks & Co vendront à l'encan 650 caisses de chaussure pour hommes, femmes et enfants, et un assortiment général de bottes, etc. Cette vente aura lieu dans une réserve et sous la recommandation spécialement au commerce de la ville et de la campagne. Voyez l'annonce.

Hottes, Souliers et Brodequins.—MM. Louis Stern & Bro. encanteurs, vendront mercredi, 14 du courant, rue des Magasins No 33 et rue Gravier No 36, un assortiment de chaussures, composant un assortiment magnifique, spécialement choisi pour les marchands de la ville et de la campagne, et importé tout récemment d'excellentes fabriques du N.-E. Voyez l'annonce.

Elections du 13 octobre.

Les élections qui doivent avoir lieu aujourd'hui dans la Pennsylvanie, l'Ohio, l'Indiana, l'Iowa et le Nebraska, bien qu'étant locales, n'en sont pas moins considérées comme devant faire connaître presque à coup sûr le résultat de l'élection présidentielle de 3 novembre. Dans les circonstances actuelles, un intérêt immense s'attache donc aux élections des Etats que nous venons de nommer. Pour permettre à nos lecteurs d'apprécier les résultats que fournira le télégraphe, nous allons rappeler pour chacun de ces Etats les chiffres des dernières votes.

La Pennsylvanie doit élire 24 représentants au Congrès, la délégation actuelle se compose de 18 radicaux et de 6 démocrates. Cet Etat est un de ceux où la réaction a été le plus sensible. A l'élection présidentielle de 1864 les républicains y avaient obtenu une majorité de 29,005 voix, tandis qu'à la dernière élection d'Etat en 1867 les démocrates ont obtenu une majorité de 922 voix, sur un vote total de 531,575 voix. Les démocrates espèrent gagner du terrain et nommer au moins la moitié des représentants. La Pennsylvanie doit nommer deux fonctionnaire d'Etat, l'Auditeur et un Inspecteur général, ce qui permettra de juger le résultat général de scrutin.

L'Ohio doit renouveler tous ses représentants et les fonctionnaires d'Etat moins le gouverneur. Ser dix-neuf représentants il y a actuellement 16 radicaux et trois démocrates. A l'élection de 1864 l'Ohio a donné aux républicains 54,781 voix de majorité, tandis que l'année dernière le gouverneur radical a été élu que par 2,983 voix de majorité, pendant que les démocrates obtenaient la majorité dans les deux Chambres de la Législature. Les démocrates y gagneront certainement un certain nombre de représentants, mais la question est de savoir s'ils réussiront à élire le secrétaire d'Etat. Le vote total dans l'Ohio, en 1867, a été de 484,575. L'amendement constitutionnel établissant le suffrage nègre a été repoussé dans cette élection par près de 80,000 voix de majorité, ce qui n'a pas empêché les mêmes électeurs de le nommer un gouverneur radical.

Sur les 11 représentants de l'Indiana, il y en a 8 radicaux et 3 démocrates. Outre les représentants, il y a aussi un gouverneur à élire. L'Indiana a donné en 1864, aux républicains, 20,128 voix de majorité. En 1866, à l'élection d'Etat, cette majorité n'était plus que de 14,202. Les démocrates gagneront certainement quelques représentants, mais s'ils élisent le gouverneur, l'Etat sera acquis à Seymour et Blair. Le vote total en 1866 a été de 224,718.

Le Nebraska doit nommer un gouverneur et un représentant. La majorité radicale en 1866, époque de l'admission de l'Etat, n'a été que de 145 sur 7,841 votes. Les dernières élections locales ayant été favorables aux démocrates, ceux ci ont l'espoir de l'emporter.

L'Iowa étant un état radical incorrigible, nous mentionnerons pour mémoire qu'en 1867 les radicaux y ont obtenu une majorité de 41,999 sur 149,669 votes. L'Iowa a 6 représentants.

En résumé sur les 50 représentants qu'ont les Etats susmentionnés il y a 41 radicaux et 9 démocrates. Quand même les démocrates parviendraient à nommer plus de la moitié des 50 représentants, cela ne suffirait pas à indiquer qu'ils l'emporteront dans l'élection présidentielle. Il faut qu'ils obtiennent la majorité pour les fonctionnaires sur lesquels porte le vote général de l'Etat. Dès à quelques jours le télégraphe nous aura fixé sur le résultat et nous pourrons en tirer des conséquences à peu près certaines sur le sort de l'élection présidentielle.

Plusieurs de ces Etats doivent dans la même élection renouveler une partie de leur législature. La législature de l'Ohio a déjà été un démocrate, M. Thurman, pour remplacer un de ses Etats-Unis, M. Wade, dont le terme expire le 4 mars 1869. La Législature de la Pennsylvanie aura à élire cet hiver un sénateur en remplacement de M. Buckalew, démocrate. Le terme de M. Hendricks, de l'Indiana, expire également au 4 mars, ainsi que celui de M. Tipton, du Nebraska. La composition des nouvelles législatures a donc une grande importance.

CHANGEMENT DE LOCAL.—La Compagnie d'Assurance Atlantique, de la Nlle-Orléans, annonce aujourd'hui qu'elle a transporté ses bureaux rue du Camp, No 30, entre les rues Gravier et Commune. 3

Association de Propriétaires.

Nous appelons l'attention des propriétaires fonciers et des contribuables de la Nouvelle-Orléans sur une communication publiée dans nos colonnes. Il devient évident que les intérêts de la propriété foncière et tous les intérêts industriels et commerciaux y qui s'y rattachent forcément, sont déjà atteints et lésés et sont menacés de l'être encore davantage par l'impéritie, l'imprudence et la corruption qui président à la confection des lois, ainsi que par le manque d'initiative et d'expérience qui se fait remarquer dans les délibérations des Conseils municipaux.

C'est en vain que la presse a signalé les erreurs, les abus, les actes de corruption, on ne paraît tenir, dans les corps constitués, aucun compte de ses observations et de ses critiques. Il appartient donc aux intéressés de se réunir, de s'entendre et de se concerter sur les moyens les plus propres à remédier au mal. Une association entre les principaux propriétaires fonciers aurait une puissance qu'aucun d'eux ne pourrait avoir isolément, et elle acquerrait inévitablement assez d'influence pour imposer l'adoption de réformes qui sont impérieusement demandées par l'intérêt public dans l'administration des finances de l'Etat et de la ville, et de projets nouveaux concernant les améliorations locales, la sécurité des habitants et l'embellissement de la ville.

Tous ceux qui sont disposés à coopérer à ce mouvement destiné à faire sortir la corporation de l'ornière où elle agonise, sont invités à signer une liste déposée chez MM. C. E. Girardey & Co., 17, Exchange Place, liste qui porte déjà beaucoup de noms honorables. Dès qu'un nombre suffisant de signatures aura été recueilli, une réunion publique sera convoquée dans le but de procéder à une organisation régulière.

L'ELECTION DU CONNECTICUT.—Il paraît que contrairement à ce qui a été annoncé par le télégraphe, les démocrates ont emporté une majorité des cantons (town ns) pour la première fois depuis 15 ans. Ils ont emporté 81 cantons et les radicaux 63 seulement. Le New Haven *Register* persiste à dire que Seymour et Blair emporteront l'Etat et ce par 4000 voix de majorité.

TROUBLES A JEFFERSON.—Le *Times* d'hier soir donne le récit de troubles qui auraient eu lieu à Jefferson, Texas. Suivant ce récit des radicaux qui avaient tiré sur des blancs auraient été fusillés dans leur prison par la population. Nous attendrons les journaux de la localité pour donner le compte-rendu de cette affaire qui nous paraît peu claire.

RENONCIATION AU PARTI RADICAL.—Le sénateur des Etats-Unis, D. S. Morton, du Minnesota, qui était rangé parmi les républicains modérés, vient de renoncer publiquement à son parti, dans un discours qu'il a prononcé le 26 septembre à un meeting tenu à Winnona, dans son Etat. Il se sépare entièrement de la politique radicale de reconstruction qu'il condamne en termes sévères.

PERTE D'UNE BALE DU STEAMER TEXAS.—On éprouve une grande inquiétude au sujet du steamer *Texas*, parti pour Galveston, Texas, le 30 septembre. Un steamer français a la barre d'un diamois ayant 9 heures d'avance sur le steamer *Crescent* de la ligne Morgan. Ce dernier steamer a eu le temps d'arriver et de faire un autre voyage depuis le départ du *Texas* dont on n'a aucune nouvelle.

On croit qu'il a sombré dans la dernière tempête. C'était une vieille carcasse dont les membranes sans doute étaient vermoulues. Ses agents et armateurs étaient à ce qu'on nous rapporte, MM Long et Kelley, de cette ville, et il était commandé par le capitaine George Baker.

Depuis quelque temps il était employé au transport des bestiaux, chargement toujours dangereux sur mer dans les gros temps. Le *Texas* n'était plus un steamer à passagers, ne devait avoir que les personnes formant l'équipage et le maître des bestiaux qu'on dit être M. Lubmen. Le pilote s'appelait Reseau.

CLUB ROUGH & READY DE CES WARDS.—Nous prions les membres de cet excellent club d'agréer nos sincères remerciements pour l'honneur qu'ils nous ont fait en nous nommant membre honoraire. Le club Rough & Ready est un de ceux qui se distinguent le plus par les services qu'ils rendent à la bonne cause.

MAISON A. B. GRISWOLD & CO.—On trouvera dans le magasin de MM. Griswold & Co., entre les rues Canal et Royale, un assortiment considérable d'articles de plaqué anglais et américain, ainsi qu'un magnifique choix de bijouterie, de montres et objets d'art de tous genres. Voir l'annonce.

CAFÉ DÉMOCRATE.—Nous invitons les amateurs des vins du Rhin, des bonnes liqueurs, et de la bière mousseuse, à aller faire une visite au Café Démocrate de la rue Royale, No. 58. Ils y trouveront tout ce que nous disons et nombre d'autres boissons délicieuses.

A LOUER.—On verra dans nos annonces d'aujourd'hui, que la partie supérieure des Nos. 151 et 153, rue du Canal, à coté de Holmes, est à louer. Cette partie est convenable pour club, photographie ou magasin.

GRANDES NOUVEAUTÉS.—MM. Lion et Pinsard, rue du Canal Nos. 151et 153, vien neût d'inaugurer leur nouveau magasin par un grand déballage d'articles de fantaisie et de hautes nouveautés, reçues par le steamer *Alsatian*. Nous engageons les dames qui se piquent d'élégance à aller visiter le magasin de MM. Lion et Pinsard, où elles trouveront tout ce que la mode a produit de plus frais et de plus brillant. 3

Législature de la Louisiane.

SÉNAT.—La résolution jointe allouant $100 à chacun des membres de la police de service à la Maison d'Etat, pendant la session, est adoptée finalement.

Le sénateur Toud présente une pétition des citoyens de Carrollton, qui sont opposés à ce que leur ville soit comprise dans le bill de police métropolitaine. Ils disent que Carrollton est une communauté docile aux lois et ne voudrait pas être soumise à une police dont les principales employés jusqu'ici ont été soudoyés par les familles à soutenir, et qui est en maintenir l'ordre à Carrollton, à la suite d'une élection complète des contribuables—La pétition est référée.

Par le sénateur Ray—Un acte pour incorporer la Compagnie d'Elevator. La compagnie se compose de Wm. Hunt, Nicholas Michael Aun, Lionel O. Sheldon, Geo. C. Brott, Ed. H. Bonton, Samuel F. Gard et Chs. H. Thompson.

M. Brougham demande le bill soit référé à la législation de la ville de la Nlle-Orléans.

Le sénateur Ray répond que tout l'Etat est intéressé comme la ville, et que le commerce des états d'en dessous a besoin de la prospérité de l'un et de l'autre.

M. Brougham dit qu'il avait trouvé parmi les incorporés un nom bien capitaliste du Nord-Ouest, il aurait à l'instant voté pour le bill. Mais chacun sait que Michael Hahn et le général Sheldon ne sont que des capitalistes de l'Ouest et qu'ils ne possèdent pas un intérêt de la valeur d'une piastre dans aucune entreprise de l'Ouest.

M. Foote dit que ce bill cache, sous le masque de l'intérêt public, de créer un monopole —un système de chemin de fer—pour priver la ville de ses droits.

Le sénateur Campbell ne voit pas pourquoi le bill ne serait pas référé à la délégation de la ville qui est la plus intéressée à son adoption. Quelque lourde que soient les taxes qui pèsent sur les populations de la Confédération, la pauvre mère ne jeu exige que chacun fasse un suprême effort pour le triomphe de cette unité allemande qui doit être l'œuvre de la paix.

"Voilà, à mon avis, le langage que Votre Majesté devra tenir bientôt au pays qu'elle doit représenter."

La nouvelle d'une alliance politique et militaire entre la France et la Hollande se confirme : il y aurait un traité secret entre Napoléon III et S.A. Mgr. Adelaïde, Reine de Hollande, à la Haye, qu'il en résulterait quelque agrandissement pour les Pays Bas, soit du côté du Midi, soit du côté de l'Est, et, pendant la fête qui vient à remporter une victoire sur la Prusse. La Belgique, dans cette éventualité, serait fortement compromise, et l'on assure que le ministère libéral qui a remplacé à Bruxelles, M. Frère Orban, s'efforcera de faire prévaloir ses idées pacifiques aussitôt l'arrivée de M. de la Guéronnière. On dit le roi Léopold très inquiété de l'heureux politique de son royaume.

On assure que M. de Gramont, ambassadeur de France, vient de remettre à M. Ariztéa, à son poste consulaire de Barcelone, le pouvoir de négocier avec le cabinet de Vienne, un une alliance offensive et défensive, en tout au moins la neutralité parfaite de l'Autriche, dans le cas d'une guerre sur le Rhin.

On prétend qu'en retour, la France reconnaîtrait formellement d'avance la réunion à l'Autriche des provinces rhénanes ; son projet serait de constituer un Etat neutre servant de rempart entre elle et l'Allemagne. Le but de la France en adoptant également la neutralité de l'Angleterre.

Par suite de la démission de M. Lebonis, les fonctions de président du premier bureau de conscription du département des Alpes-Maritimes, tenu qu'elle avait été établie par le décret du 29 décembre 1862, sont exercées depuis le 17 et 18 octobre prochain, à l'effet d'élire un député au Corps législatif.

L'hôtel de la rue de Penthièvre, où habite Mme la comtesse de Rome, femme du chef de l'insurrection espagnole, est encombré de visites depuis deux jours. L'ex-passé, Mme Prim, lui-même le même Hôtel-Dieu, Mme Rattazzi, et l'oubli. L'affluence des visiteurs de 1868 est, aux yeux de quelques personnes, un indice du progrès et peut-être du succès de la campagne que Prim poursuivent là un système de la persévérance digne d'une meilleure cause.

La Dacere, du Gbose, publie un circulaire qui vient d'être adressée par les ouvriers graveurs à leurs confrères de Londres, pour les prier de mettre en danger la tranquillité publique et celle future du royaume, et particulièrement sur les souscripteurs d'enrôlements secrète dont le bruit a été répandu. Rien que le gouvernement, ajoute le comité circulaire, soit convaincu que le bon sens des populations ferait justice de nouvelles tentatives de désordre ; il importe que sa confiance soit secondée par la conduite de toutes les autorités.

Au moment de franchir le Danube et d'entrer sur le territoire roumain, les troupes ottomanes ont reçu l'ordre de s'arrêter. Cette décision soudaine aurait été prise sur les conseils de M. Bourée, ambassadeur de France près la Sublime Porte, et toujours très écouté par le gouvernement ottoman.

Le général Ignatieff a cru devoir faire dans le même sens, mais dans un autre esprit peut-être, quelques démarches auprès du cabinet de Constantinople.

D'après les dépêches de Florence, on se préoccupe bien plus, en Italie, de la situation intérieure que des questions extérieures. Les provinces méridionales donnent de graves inquiétudes au gouvernement de Victor Emmanuel. On parle d'un voyage du roi à Naples, et d'un autre voyage de M. Menabrea à Paris. Quant à M. Nigra, il se soutient de son mieux dans une des circonstances le permettront.

M. le capitaine de frégate Lefort, membre de la commission permanente des défenses sous-marines, vient d'être envoyé en mission à Copenhague, pour y étudier le système des torpilles en usage chez les Danois.

M. Lefort est l'ancien second du *Catinat*, bien connu à la Nouvelle-Orléans.

NEW YORK, 7 août 1868.

M. L'EDITEUR.—Plusieurs de nos correspondants, qui n'ont sans doute très âgés et très *respectables*, semblent s'inquiéter beaucoup de l'origine des PLANTATION BITTERS (amers d'habitations). Du moment que cet amer est ce que nous disons qu'il est, il importe peu qui en est l'inventeur ou d'où il vient, mais nous déclarons, pour l'information du public [illegible] du capitaine WENTZ en particulier, que le capitaine a dit vrai, que cet amer nous vient des Antilles, que beaucoup des ingrédients qui le composent sont employés avec succès depuis plus d'un siècle, mais que notre combinaison de Calisaya est entièrement nouvelle et nous appartient exclusivement. Le rum et les autres ingrédients sont les mêmes et, selon l'expression de votre correspondant, il n'y a pas de meilleur amer ni de meilleur tonique au monde. Nous le recommandons particulièrement aux personnes qui souffrent de la dyspepsie, de la fièvre ou frisson, de la faiblesse, du manque d'appétit, et à toutes celles qui ont besoin d'un tonique et d'un stimulant.

P. H. DRAKE & Co.,
22 Park Row, N. Y.

EAU MAGNOLIA.—Supériorité à la meilleure eau de Cologne importée d'Allemagne et vendue à moitié meilleur marché. 13, 15, 17

Nouvelles d'Europe.

Nous avons reçu dimanche des journaux européens jusqu'au 26 septembre. Nous y trouvons les informations suivantes :

L'agitation des cercles politiques est extrême. Aux bruits d'une rupture éventuelle entre la France et la Prusse, sont venus s'ajouter les troubles d'Espagne et les complications d'Orient. Le ministre des affaires étrangères de France est très préoccupé ; des dépêches chiffrées partent de Paris dans tous les sens, pour Berlin, Madrid et Constantinople principalement.

M. Rouher est bien décidément le président du conseil des ministres en l'absence de l'empereur. Il y a peu d'années, c'était le doyen du cabinet, le grand duc sonore, M. Abbatucci, qui présidait les réunions de ministres hors de l'Empereur. Aujourd'hui, le garde des sceaux, M. Baroche, bien qu'il soit le doyen des ministres après M. le maréchal Vaillant, ne jouit pas de la prépondérance conférée à son prédécesseur, M. Abbatucci ; il vient au conseil dans le cabinet de M. Rouher, qui dirige les conférences, les affaires, comme au temps du gouvernement constitutionnel sous M. Thiers ou sous M. Guizot. M. le ministre d'Etat correspondant toute la journée, par le télégraphe avec son cabinet, avec l'Empereur à Biarritz.

On dit au cercle impérial que le titre de président au conseil pourrait bien être conféré à M. Rouher avant l'ouverture de la session.

La *Presse* annonce que plusieurs bâtiments de la marine militaire ont reçu l'ordre de se tenir prêts à partir pour les côtes d'Espagne, pour le cas où la protection de nos nationaux exigerait leur présence. Ces bâtiments se mettront à la disposition des consuls français.

La nouvelle donnée par la *Presse* est exacte, et la mesure dont il s'agit est confirmée à tous les précédents en pareille circonstance.

Une dépêche télégraphique de Lisbonne, reçue ce matin à Paris, annonce que la plus parfaite tranquillité règne dans toutes les provinces de ce royaume, et que les événements d'Espagne n'ont pas produit en Portugal la moindre agitation.

Il y a quelques jours, les journaux parlaient d'achats *considérables de chevaux* qui auraient eu lieu en Autriche pour le compte de la Prusse. Des ordres de cette nature ont été spécifiés par l'Autriche qui fait observer que ses chevaux sont exportés depuis longtemps en Prusse, et que ces achats ne sont interprété de manière à empêcher aucun officier, soldat ou autre d'acheter dans le pays tous les chevaux qu'il désirerait, pourvu qu'ils ne soient pas compris dans la défense générale.

Le général Ignatieff a cru devoir faire dans le même sens, mais dans un autre esprit peut-être, quelques démarches auprès du cabinet de Constantinople.

D'après les dépêches de Florence, on se préoccupe bien plus, en Italie, de la situation intérieure que des questions extérieures. Les provinces méridionales donnent de graves inquiétudes au gouvernement de Victor Emmanuel. On parle d'un voyage du roi à Naples, et d'un autre voyage de M. Menabrea à Paris. Quant à M. Nigra, il se soutient de son mieux dans une des circonstances le permettront.

M. le capitaine de frégate Lefort, membre de la commission permanente des défenses sous-marines, vient d'être envoyé en mission à Copenhague, pour y étudier le système des torpilles en usage chez les Danois.

M. Lefort est l'ancien second du *Catinat*, bien connu à la Nouvelle-Orléans.

PAR LE TELEGRAPHE.

DEPECHES TRANSMISES A L'*ABEILLE*

L'Alabama choisira ses électeurs présidentiels.

Commencement de l'enregistrement

Ordre du général Grant sur les élections.

Shérif contre Maire à Philadelphie

Les Cubains représentés à la Junte espagnole.

Cette Junte veut abolir la peine de mort.

Nouvelles Européennes.

Madrid, 12—Les Etats-Unis ont été la première puissance à reconnaître la Junte provisoire. La Junte a annoncé les réformes additionnelles qui suivent : l'abolition de la peine de mort ; le caractère sacré des lettres particulières et des domiciles ; et nombre d'autres réformes. La Junte a ordonné la restitution à l'Angleterre de la banque Tornado avec des dommages pour sa détention et l'emprisonnement de l'officier espagnol qui en avait ordonné la saisie.

Paris, 12—La *Journal des Débats* dit : Lersundi, le capitaine-général de Cuba, a donné son adhésion au gouvernement provisoire. Les Cubains qui sont en Espagne pourront choisir deux membres pour la Junte.

Londres, 12—Le câble atlantique de 1866 a été réparé dimanche et opère maintenant parfaitement.

Londres, 13—Les prisonniers féniens à Dortmore doivent être relâchés.

Nouvelles de Washington.

Washington, 12—Quartier-général de l'armée, Bureau de l'Adjudant général.

Ordre général No 82.

Washington, 10 octobre 1868.

Les classes suivantes de la Constitution et *Actes* du Congrès, relatifs à l'élection d'un président et d'un vice-président des E.-U., ensemble avec un acte du Congrès défendant à toutes les personnes engagées au service naval et militaire d'intervenir dans aucune élection générale ou spéciale d'aucun Etat, sont publiées pour l'information et la gouverne de tous les intéressés.

Les autorités citées sont :

Article 2, Section 1 de la Constitution ;

Article 12 des amendements à la Constitution ;

Acte du Congrès relatif à l'élection du président et vice-président, de l'an mars 1792.

Acte pour établir un temps uniforme pour l'élection des électeurs du Président, de 23 janvier 1845.

Acte rétribuant les personnes nommées comme électeurs, du 11 février 1868.

L'ordre consiste :

Un acte pour empêcher les officiers de l'armée et de la marine des Etats-Unis employés de service naval et militaire des Etats-Unis d'intervenir dans les élections dans les Etats.

Décrète qu'il ne sera permis à aucun militaire ou officier naval des Etats-Unis ou autres personnes engagées au service naval ou militaire des Etats-Unis d'amener, de garder, ou d'avoir sous leur contrôle aucunes troupes ou forces ou secondes armées dans les endroits où une élection spéciale ou générale est tenue dans un Etat des Etats-Unis, à moins qu'il ne soit nécessaire d'employer ces susdits armés des Etats-Unis ou de maintenir la paix aux polls, et qu'il ne sera permis à aucun officier de l'armée ou de la marine des Etats-Unis de prescrire ou fixer ou d'essayer de prescrire ou fixer par proclamation, ordre ou autrement les qualifications des électeurs dans aucun des Etats, ou de gêner en aucune manière la liberté d'aucune élection dans aucun Etat ou d'intervenir dans l'exercice du plein droit de suffrage dans aucun des Etats. Tout officier de l'armée ou de la marine ou autre personne engagée au service militaire ou naval des Etats Unis qui violera cette section sera sujet à une amende, objet à être accusé pour délit dans toute Cour des Etats Unis ayant juridiction pour entendre, juger ou déterminer une telle conviction, et subira en emprisonnement au pénitencier de 3 mois au moins de 5 ans au plus, à la discrétion de la Cour ; et toute personne ainsi nommée dans le dit acte ci-dessus, ne pourra plus occuper aucune place d'honneur, de confiance ou de profit sous le gouvernement des Etats-Unis, et sera par cet acte déclarée incapable de l'occuper.

Ces dits ordres ou actes ne sont interprété de manière à empêcher aucun officier, soldat ou autre d'acheter dans le pays tous les chevaux qu'il désirerait, pourvu qu'ils ne soient pas compris dans la défense générale.

Section 2. Il est décrété en outre que tout officier ou toute personne au service militaire ou naval des Etats-Unis, ou toute autre personne, qui directement ou indirectement par force, menaces, intimidation ou autrement, empêchera ou essayera d'empêcher aucune personne de jouir librement et pleinement de son droit de suffrage dans aucune élection générale ou spéciale dans aucun Etat pour le Président, le 3 novembre. La proclamation est lancée conformément à la loi du 11 juillet 1868, et soumise à l'action de la même manière ou sera-t-on de forcer aucun officier d'élection dans aucun Etat, à recevoir un vote d'une personne non légalement qualifiée par votre ou qui l'empêchera d'exercer ou d'imposer des règles ou règlements pour conduire de telles élections d'une manière contraire aux règles prescrites par les lois ou autrement en aucune manière aucun officier de la dite élection dans l'accomplissement de ses devoirs, sera, pour une semblable offense, sujet à être accusé par délit dans toute Cour des Etats-Unis ayant juridiction pour entendre, juger et déterminer les cas de délits, et sur conviction payera une somme de $5,000 ou sera subira un emprisonnement au pénitencier de cinq ans au plus à la discrétion de la même Cour, et toute personne ainsi nommée dans le dit acte ci-dessus, ne pourra occuper aucune place d'honneur, de profit ou de confiance sous le gouvernement des Etats-Unis.

Il est approuvé le 25 février 1865.

Par ordre du général Grant.

E. D. TOWNSEND,
Adj. général.

Dans un télégramme de 4 du courant, M. Hale a demandé des instructions en vue de la situation politique de Madrid. Les instructions ont été données dans un télégramme de 5 du courant. M. Hale télégraphie maintenant que conformément aux instructions il a reconnu le nouveau gouvernement qui siège à Madrid, Son collègue a été de soutirance.

Le général Thomas est tué. Il était volontaire au Président et au général Schofield. On avait nommé général pour la guerre. Ayant été séparé de son corps, le général Thomas retournera à son commandement dans Idéal.

Le général Sheridan, de l'Ouest Virginie, est tué. Il demande des troupes pour l'élection. Il pense que l'effet moral de quelques compagnies répondra au but.

Le général Sheridan, Président le *Star* dit : Dans les cercles républicains on semble craindre que dans les Etats non représentés les conventions démocrates ne nomment des candidats différents pour chacun des Etats qui ne